

L'économie de l'agriculture

La relation : Propriétaires – Agriculteurs est trop souvent accaparée par des soucis de respect du bail rural.

Votre syndicat, que ce soit au niveau national ou départemental, communique beaucoup sur les thèmes juridique et fiscal, comme si cette relation n'engendrait que l'actualité des relations entre : Bailleurs et Preneurs.

Comme tous les acteurs du monde agricole, dont nous faisons partie, nous savons qu'il est en grande mutation et les propriétaires ne peuvent pas ignorer les causes et surtout les conséquences probables à moyen terme de ces changements.

Cette évolution se situe au niveau des relations entre la "société" et les agriculteurs mais aussi et peut-être surtout au niveau économique.

Parmi les propriétaires, beaucoup n'ont jamais exercé ce métier, notamment ceux qui ont hérité.

Autrefois, il y avait une certaine probabilité que les terres se transmettent de génération en génération et le fils (voire les fils) continuait le travail du père.

Par ailleurs, les héritages successifs ont morcelé le patrimoine de sorte qu'une fraction de l'ancien domaine agricole n'est plus exploitable par le (les) nouveaux propriétaires.

La finalité de ces terres est alors de trouver un agriculteur à qui on confie la mise en valeur contre une rémunération dans le cadre d'un bail.

Ce bail doit permettre une juste rémunération du propriétaire mais aussi assurer un cadre économique au fermier sur une période suffisamment longue pour amortir des investissements de plus en plus coûteux.

Il ne faut pas oublier que les agriculteurs sont de plus en plus sollicités pour mettre en œuvre des stratégies dont les effets ne sont perceptibles que sur le long terme : agronomie, gestion du carbone, adaptation à la transition climatique.

Les propriétaires ne peuvent ignorer que cette relation doit être sereine : le fermier n'est pas un adversaire mais un partenaire.

Dans un cadre plus élargi des relations entre les agriculteurs et la société, ils sont souvent des fournisseurs de matières premières d'un système alimentaire où ce sont les industriels de l'agroalimentaire et les distributeurs qui sont en prise directe avec les consommateurs.

En aval de l'agriculture, le pouvoir d'achat du consommateur est devenu la raison d'être des grandes surfaces. La quasi-totalité de leur publicité est orientée vers la baisse des prix et le consommateur naïf ou égoïste ne se pose jamais la question de comprendre pourquoi et comment les producteurs d'alimentation peuvent survivre quand le prix de vente dans un rayon de grande surface est souvent plus faible que le prix de revient du producteur.

Mais qui se préoccupe du pouvoir d'achat de l'agriculteur ?

Il est vrai qu'une communauté qui ne représente plus que 2% de la population ne peut guère intéresser des politiques dans le cadre d'une démocratie où l'électeur est une cible permanente.

On va jusqu'à inventer une nouvelle forme de démocratie par l'intermédiaire de référendums directs, le RIP (Référendum d'Initiative Partagée).

Même quand ces politiques prennent de plus en plus conscience des problèmes d'autonomie alimentaire, ils ne devraient pas oublier que ces 2% de la population doivent assurer la nourriture de 100% de la population, ce qu'ils ont toujours réussi à faire depuis la fin des années 1950 (importations comprises).

Cela provient évidemment de la large méconnaissance des citoyens et des médias (non spécialisés) de ce qu'est l'agriculture actuelle, d'autant que les industriels et les distributeurs peuvent chercher à faire passer des productions industrielles pour des productions artisanales en mettant en avant l'image d'un agriculteur sur leurs emballages (à tel point que certains commencent à parler de "farmer washing", comme l'on parle communément de "green washing") et d'une agriculture fantasmée, celle de nos grands-parents, qui n'existe plus.

D'où le succès des circuits courts, des marchés alimentaires, des magasins de producteurs ou des opérations de "Fermes ouvertes". On a pu le voir récemment avec le succès du film "**Au nom de la terre**" différencié selon que l'on se trouve à Paris ou en région.

Le sociologue Jean Viard explique à ce propos que « Pour les Parisiens, ça n'a aucun intérêt ce paysan qui a un grand poulailler industriel et qui se suicide parce qu'il ne s'en sort pas. Alors que pour les gens de la campagne, ce paysan se bat pour vivre, voire survivre, et développer son entreprise comme tout entrepreneur ».

On peut donc supposer qu'il existe une forme d'indifférence de la part des citoyens qui sont très éloignés des problématiques agricoles et rurales parce qu'ils ont peu l'occasion de rencontrer et d'échanger avec des agriculteurs (hors le SIA, le salon traditionnel) et, parallèlement, une forme d'empathie dans le monde provincial et rural pour des personnes que l'on côtoie au moins de temps en temps.

Alors, propriétaires, faites-vous partie de ces citoyens qui ont perdu la relation avec la campagne et l'agriculture ou avez-vous gardé ce lien avec les agriculteurs à qui vous avez confié vos terres pour que chacun soit "gagnant – gagnant" ?

Pour répondre à vos préoccupations et vos questions, nous vous proposons de traiter ce problème, sous l'angle économique qui peut expliquer d'une part, pourquoi la perception de l'agriculture a tant changé depuis les années 1970 et pourquoi les données actuelles ne sont pas réjouissantes, même si l'agriculture n'est pas la seule à souffrir des événements actuels ou récents.

Le développement que nous vous proposons est trop vaste pour le traiter en une fois, c'est pourquoi nous préférons le traiter en plusieurs chapitres sur plusieurs "A propos" successifs.

Avant de commencer par de l'histoire, commençons par l'actualité qui bouleverse nos vies et pas seulement celle des agriculteurs.

Evolution des Matières Premières

Le Covid, tout d'abord, et puis la guerre en Ukraine ont complètement changé la donne économique mondiale et notamment la valeur des matières premières.

Il faut d'abord comprendre que plus les volumes circulent au niveau mondial (blé, orge, maïs, riz, colza, tournesol, huiles végétales, sucre, café) pour les matières premières agricoles, (pétrole, gaz naturel, acier, bois, caoutchouc ...) pour les principales matières premières universelles, plus les prix sont volatils. L'actualité nous le démontre avec la guerre en Ukraine qui a entraîné des hausses totalement insoupçonnées sur le blé, le gaz naturel, l'huile de tournesol, sachant que toute filière devenue déséquilibrée (entre l'offre et la demande) entraîne des hausses sur des matières premières alternatives comme le colza dont le cours est lié à celui du pétrole, de l'huile de tournesol et de l'huile de palme.

C'est l'effet "domino", car tout est lié.

Les conséquences du Covid le démontrent aussi. Si la pandémie a pris naissance en Chine, rappelons-nous que les mesures de confinement total prises par le gouvernement chinois a permis de ralentir cette pandémie plus tôt que dans le reste du monde.

L'économie chinoise a donc pu redémarrer avant celle des autres pays industrialisés et elle a complètement asséché les marchés de nombreuses matières premières et pas seulement agricoles. Cela explique que beaucoup de hausses de prix aient commencé dès le début de 2021 (notamment le pétrole et le gaz), alors que personne ne parlait encore de la guerre en Ukraine.

L'exemple du porc montre bien que tout événement qui concerne la Chine a des répercussions quelquefois de grande ampleur chez des pays producteurs de taille moyenne.

La Chine avait subi une épizootie porcine qui l'avait obligée à abattre des millions de porcs. Sachant que le peuple chinois est un très gros consommateur de viande de porc, la Chine a importé des quantités inhabituelles de cette viande et notamment en France, d'où une augmentation spectaculaire des cours. Mais quand l'élevage chinois a été reconstitué (il suffit de quelques mois), la Chine a quasiment arrêté d'importer et les cours se sont effondrés chez tous les exportateurs dont la France.

D'autres produits, notamment laitiers sont moins sujets à ces variations parce que les volumes échangés au niveau mondial sont plus restreints car moins stockables à grande échelle. Mais les éleveurs n'en sont pas moins soumis aux conséquences des augmentations de prix de la nourriture issue de céréales, et de protéagineux.

Les céréalières

Ainsi en deux ans (du début du Covid : 16 mars 2020, au 31 mars 2022), le prix du blé a augmenté de : 232%, celui du maïs de : 201%, celui du colza de : 279% et celui du tournesol de : 316%.

Voir tableaux en fin d'article.

Même si une analyse pointue des causes pourrait apporter des nuances (ce serait le cas pour le tournesol dont l'Ukraine exporte 50% des besoins mondiaux en huile), on constate que tous ces prix ont plus que doublé en quelques mois.

Ceci dit, selon l'issue de cette guerre, les prix peuvent encore évoluer dans des proportions inconnues. Si les exportations de blé venant de Russie, les exportations de maïs et de tournesol venant d'Ukraine reprennent, on peut espérer une amélioration, mais la logistique des transports a été tellement désorganisée par la guerre que tout ne reviendra pas dans l'ordre en quelques semaines, voire mois.

Par ailleurs, on sait dès maintenant que les semis de cultures de printemps : maïs et tournesol (c'est la saison en Ukraine comme en France) seront compromis dans plusieurs régions d'Ukraine par manque de semences, manque d'engrais, manque de carburant et de main d'œuvre.

L'économie ukrainienne étant bloquée, les agriculteurs n'ont pas de trésorerie afin d'acheter les intrants suffisants pour conduire leurs cultures, alors qu'ils ont encore des stocks de céréales de la précédente campagne qui ne peuvent pas être écoulés.

Dans le meilleur des cas, les Ukrainiens s'attendent à une récolte divisée par deux qui ne pourra évidemment pas faire face à la demande mondiale. Il faut donc s'attendre à des prix élevés des matières premières agricoles pour la prochaine campagne de commercialisation, c'est-à-dire en 2023.

Actuellement, l'Europe cherche des solutions alternatives pour compenser la réduction des importations de Russie et d'Ukraine.

Les quelques pistes pour atténuer l'impact des baisses d'importation russe et ukrainienne (Algérie et Venezuela pour le gaz et le pétrole), semer les 4 ou 5% de jachères prévues par la PAC pour augmenter la surface de blé, seront loin de compenser.

Cette idée de remettre en culture ces jachères est complètement irréaliste, car la plupart de ces jachères sont des terres souvent incultes ou difficiles d'accès. Et même si une partie peut être cultivée, cela ne peut se faire avec du blé, car on ne sème pas du blé au mois d'avril. Par contre on peut y semer du tournesol ou du maïs.

Une enquête récente montre que 60% des agriculteurs ne remettront pas en culture leurs jachères actuelles.

Une telle proposition de nos fonctionnaires européens et français, montre bien le fossé existant entre des gens de bureau et des gens de terrain.

Il y a tout lieu de penser qu'à court terme, aucune solution ne permettra de maîtriser la flambée des cours, d'autant que la remise en cause des approvisionnements en gaz naturel par la Russie participe grandement à l'inflation générale et donc pas seulement à celle des engrais.

Cette augmentation du prix des céréales et oléagineux pourrait être considérée comme une aubaine pour les céréaliers européens.

C'est vrai pour ceux qui ont encore des stocks à vendre, soit chez eux, soit chez leurs organismes stockeurs (coopératives et négociants). Ceux qui ont déjà tout vendu au moment de la dernière récolte ne peuvent que regretter de ne pouvoir bénéficier des prix actuels.

La référence de telles ventes est le "Marché physique", c'est-à-dire le marché au jour le jour.

Par ailleurs, il est possible de vendre une partie de la récolte à venir avant qu'elle soit récoltée au prix du "Marché à terme" (Euronext). C'est une pratique courante pour de nombreux céréaliers qui passent une partie de leur temps à scruter les cours quotidiens sur leur ordinateur.

Les cours actuels sont alléchants pour tous les producteurs de céréales et d'oléoprotéagineux, sachant que l'agriculteur peut encore attendre des évolutions potentielles, à ses risques et périls en cas d'inversion des cours, sachant que ces cours sont manipulés par les financiers qui gagnent leur vie en spéculant aussi bien à la hausse qu'à la baisse.

C'est le jeu de la Bourse et de la financiarisation de l'économie.

Par contre quand un éleveur a besoin d'acheter de la nourriture à base de céréales, d'oléagineux et/ou de protéagineux, il doit payer au prix du jour. C'est la dure réalité pour les éleveurs de porc et de volaille notamment.

Toutefois, le prix de vente est une chose, le prix de revient en est une autre.

Les moyens de production et surtout les intrants : (semences, engrais, traitements et énergie) ont augmenté encore plus vite, sans parler du prix du matériel qui ne cesse d'augmenter faute de matières premières (composants électroniques et acier notamment) et avec des délais de livraison de plusieurs mois.

Dans le domaine des engrais, l'azote sous la forme d'ammonitrate est passé d'un prix moyen de 300 € la tonne en 2020 à 1 050 € au 1^{er} avril 2022 et cela peut encore évoluer.

La raison en est que l'azote est un sous-produit de l'ammoniac dont la fabrication nécessite beaucoup de gaz naturel dont une partie non négligeable provient de Russie (40% pour l'Europe).

Le cours du pétrole est de 107 \$ le baril le 4 avril 2022, (après avoir eu pic de 129 \$ le 8 mars) comme au moment de la crise financière de 2008, après avoir été au niveau de 20 \$ pendant le confinement de 2020.

C'est là que l'on s'aperçoit que quelles que soient les causes, le commerce mondial est exclusivement soumis à la loi de l'offre et de la demande avec tous ses excès quand on y ajoute les techniques de la spéculation des traders qui savent très bien faire du profit que les cours soient à la hausse comme à la baisse, alors qu'ils ne voient jamais un grain de blé ou de maïs ou un baril de pétrole.

Pour en revenir à l'azote qui est un sujet de polémique avec ceux qui voudraient voir disparaître les engrais minéraux de synthèse, il faut savoir que sans azote il n'y a pas de rendement possible pour les céréales et les oléagineux.

Mais de quoi parle-t-on avec les engrais azotés ?

Tout d'abord, constatons que le cours des engrais azotés a été multiplié par 4 en quelques semaines (plus de 1 000 € la tonne d'ammonitrate ou d'urée), ce qui n'est plus supportable pour l'agriculture.

L'azote est un élément indispensable à la croissance des plantes : on le retrouve naturellement dans la terre et dans l'air. Assimilé par les végétaux, il participe à la croissance des parties aériennes (les tiges et les feuilles) et à la photosynthèse. Mais pour assurer de meilleurs rendements dans les champs, il faut apporter davantage d'azote aux plantes que ce qu'elles peuvent trouver dans le sol, et c'est là qu'interviennent les engrais azotés. On peut utiliser ces engrais sous forme liquide (solution azotée) ou sous forme solide granulée (ammonitrate, urée).

Pour fabriquer ces fertilisants, il faut de l'ammoniac. Ce dernier est issu... du gaz naturel, dont les prix flambent depuis quelques semaines. Le gaz naturel représente 80% du coût de production de l'ammoniac, ce qui se répercute sur les prix des engrais azotés en bout de chaîne. Face à l'explosion de leurs coûts de production, les usines des fabricants d'engrais

tournent au ralenti, voire ont été arrêtées – le groupe norvégien Yara, l'un des géants du secteur, a ainsi réduit de 40% sa production d'ammoniac.

Moins de production, c'est moins d'engrais sur le marché, donc moins d'offre, donc plus cher.

Certaines plantes peuvent se suffire de l'azote du sol et de l'air comme les pois, féveroles, les légumineuses (luzerne, trèfle), mais il ne faut pas croire que l'on pourrait remplacer les cultures de maïs et tournesol par des pois, ce qui aboutirait à une désorganisation des filières correspondantes.

Le choix que font les agriculteurs dans leur assolement annuel ne dépend pas seulement d'habitudes régionales, mais de l'amont (quantité de semences par exemple) et bien entendu de l'aval, car pour commercialiser des produits, il faut que les circuits de vente soient adaptés aux quantités produites. Cette adaptation demande souvent plusieurs années.

Les marchés agricoles ne peuvent s'adapter du jour au lendemain.

Quant aux autres formes d'engrais, Phosphore et Potasse notamment, il est possible de faire des impasses si une analyse récente montre que le sol en est assez pourvu.

Mais retenons que toute impasse sur l'azote a une conséquence directe sur le rendement, c'est la double peine.

C'est évidemment une des causes de la chute de rendement de l'agriculture BIO, compensée par un prix de vente plus élevé (sujet que nous aborderons dans un "A propos" à venir).

Si les rendements de l'Agriculture Biologique ne sont pas nuls, c'est parce que l'azote peut être apporté sous d'autres formes, comme le fumier, le lisier, le compost (à condition qu'ils soient issus de l'agriculture biologique).

Ces formes d'azote, notamment le fumier et le lisier sont aussi utilisés par l'Agriculture Conventiennelle, mais il y a longtemps que les volumes correspondants ne suffisent plus pour faire face aux besoins de toutes les formes d'agriculture.

Moins d'azote, c'est moins de production et moins de production, c'est à la fois des prix en augmentation et le risque de famine chez tous les grands importateurs.

Fortement dépendants des importations de blé venant de Russie et d'Ukraine, de nombreux pays arabes et subsahariens se retrouvent dans une situation économique et sociale catastrophique qui risque de les conduire à la famine.

Kristalina Georgieva, la directrice générale du Fonds Monétaire International, l'a déploré le 13 mars 2022 : "La guerre en Ukraine signifie la faim en Afrique." Première source de calories, le pain y est une question politique explosive. En 1977, le président égyptien Anouar el-Sadate avait tenté de supprimer les très coûteuses subventions à l'importation du blé qui permettaient de payer le pain un dixième de son coût. Les émeutes qui ont suivi l'ont fait revenir sur sa décision. La hausse des prix de la nourriture en 2008 et 2009 a contribué à l'émergence des "printemps arabes".

Les éleveurs

Pour les éleveurs, le problème est encore plus délicat, car s'ajoute le coût de l'alimentation basée sur les céréales traditionnelles et le soja presque exclusivement importé, qu'il soit OGM ou pas.

L'éleveur qui doit acheter l'intégralité de sa nourriture comme les éleveurs hors-sol de volailles et de porcs sont dans une impasse totale car les lois du marché ne leur permettent pas, en France, de répercuter les hausses de prix de revient sur le prix de vente.

L'éleveur qui peut produire une partie de son alimentation : blé, orge et maïs, n'est pas forcément placé dans une meilleure situation car il doit choisir entre vendre sa production au prix fort ou acheter sa nourriture au prix fort.

L'équation n'est pas évidente.

Les tentatives de réglementation par le biais des lois Egalim 1 et 2 n'ont pratiquement abouti à rien dans le cadre des négociations entre l'aval de l'agriculture et la grande distribution sous couvert de la défense du pouvoir d'achat.

L'acceptation par la grande distribution, de la hausse des charges des producteurs est loin de couvrir la hausse des prix de revient, ce qui laisse beaucoup d'éleveurs dans une impasse économique.

On peut déjà constater de plus en plus d'abandons chez les éleveurs de bovins-lait et de bovins-viande.

Comment comprendre que les responsables de la grande distribution préfèrent voir disparaître leurs fournisseurs locaux (Français), même si cela doit être au détriment du pouvoir d'achat du consommateur ?

Comment l'opinion publique accepte-t-elle que cette inflation se soit finalement transformée en un terrain de jeu des distributeurs pour gagner des parts de marché ?

Cela fait plusieurs années que l'éleveur laitier a un prix de revient de 450 €/1000 litres alors que dans le meilleur des cas son prix de vente est d'environ : 400 €/1000 litres en France, alors qu'il approche de 500 €/1000 litres en Allemagne ?

La conséquence est évidente : les élevages de bovins-lait diminuent, d'autant que l'âge moyen de ces agriculteurs est actuellement de 56 ans, c'est donc toute une filière qui est compromise.

D'ici 10 ans, 25% des agriculteurs français partiront à la retraite : 5 millions d'hectares, soit 20% de la surface agricole française, vont changer de main.

Si l'on s'en tient à l'élevage laitier, il y a de moins en moins de candidats pour une nouvelle installation ou pour une reprise d'exploitation laitière existante.

On peut ajouter que depuis quelques mois, ceux qui se sont reconvertis en élevage BIO constatent une diminution du marché du BIO (- 5% en 2021 par rapport à 2020) et dans plusieurs régions certains producteurs vendent leur lait Bio au prix du lait conventionnel, donc à perte.

En 2020, le marché de l'agriculture biologique avait enregistré une croissance de 10% par rapport à 2019, soit un chiffre d'affaires de 13,2 milliards d'euros. Mais depuis la mi-mai 2021, la consommation Bio se rétracte d'environ 5%.

Le prix du Bio n'est pas accessible pour toutes les familles et l'on commence à se dire que le gouvernement français et l'Europe qui tablent sur un marché Bio qui occuperait 25% de la surface agricole française en 2030, méconnaissent les comportements d'achat du consommateur moyen.

La conséquence inévitable est que trop d'agriculteurs attirés par des prix de vente plus élevés en Bio, se convertissent en même temps, ce qui entraîne une surproduction que le marché ne peut absorber.

Il est même probable que de nombreux agriculteurs qui s'étaient engagés en Bio reviennent au conventionnel dans quelques années puisque l'engagement en bio est généralement de 5 ans.

Revenons à l'élevage. Pour un éleveur de bovins-viande, tout dépend de sa surface en herbage : prés, luzerne, ray-grass, et en maïs (ensilage) qui peut lui assurer une certaine autonomie, mais pour lui et ce depuis plusieurs années, le cours de la viande ne suit pas malgré une hausse récente.

Dans les "A propos" suivants nous pourrons développer ces aspects économiques plus en détail par filière.

Olivier de Bony
SDPPR79

Mise à jour : mai 2022

Evolution des cours des cultures de mars 2020 à avril 2022

BLE			MAÏS		
Date	Prix (€/T)	Evolution en %	Date	Prix (€/T)	Evolution en %
18-mars-20	160		18-mars-20	159	
31-déc.-20	206	29%	4-janv.-21	205	29%
2-avr.-21	191	-7%	9-avr.-21	216	5%
31-mai-21	232	21%	31-mai-21	260	20%
9-juil.-21	182	-22%	9-juil.-21	243	-7%
24-sept.-21	252	38%	30-sept.-21	236	-3%
28-févr.-22	310	23%	28-févr.-22	270	14%
10-mars-22	380	23%	10-mars-22	361	34%
31-mars-22	371	-2%	31-mars-22	320	-11%
15-avril-22	401	8%	15-avril-22	343	7%
En 2 ans :		250%	En 2 ans :		216%
COLZA			TOURNESOL		
Date	Prix (€/T)	Evolution en %	Date	Prix (€/T)	Evolution en %
18-mars-20	346		18-mars-20	310	
31-déc.-20	422	22%	31-déc.-20	495	60%
7-mai-21	600	42%	7-mai-21	550	11%
18-juin-21	481	-20%	9-juil.-21	465	-15%
17-août-21	578	20%	19-juil.-21	535	15%
17-déc.-21	730	26%	17-déc.-21	625	17%
31-déc.-21	784	7%	31-déc.-21	625	0%
21-janv.-22	709	-10%	24-févr.-22	640	2%
16-mars-22	911	28%	16-mars-22	970	52%
24-mars-22	941	3%	21-mars-22	1000	3%
31-mars-22	965	3%	31-mars-22	980	-2%
15-avril-22	1 015	5%	15-avril-22	1 010	3%
En 2 ans :		293%	En 2 ans :		326%